

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1855 — 1856.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N<sup>o</sup> 10.

---

#### I. — PROMPTS RAPPORTS

*pour la séance du vendredi 15 février 1856.*

M. VANDER DONCKT, *rapporteur.*

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 10201.                                   | Par pétition datée d'Anvers, le 6 février 1856,<br>La Chambre de commerce et des fabriques d'Anvers<br>demande l'établissement d'une seconde ligne de chemin<br>de fer d'Anvers vers l'Allemagne. — Concl. — Renvoi à<br>M. le Ministre des Travaux publics.   |
| 2.                           | 10197.                                   | Par pétition datée de Marcq, le 4 février 1856,<br>Plusieurs habitants de Marcq présentent des obser-<br>vations en faveur du chemin de fer projeté de Braine-le-<br>Comte vers Melle, par Enghien, Grammont et Sotteghem.<br>Mêmes observations de plusieurs habitants d'Enghien,<br>des membres du conseil communal de Biévène, Hillegem,<br>Esche-St-Liévin et de l'administration communale de<br>Lierde-Stc-Marie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des<br>Travaux publics. |
| 3.                           | 10199.                                   | Par pétition datée de Gand, le 7 octobre 1855,<br>Plusieurs maîtres-ouvriers à Gand prient la Chambre<br>de rapporter la loi sur les patentes. — Concl. — Renvoi<br>à M. le Ministre des Finances.   |

## II. — RAPPORTS ORDINAIRES.

—

M. WASSEIGE, 1<sup>er</sup> rapporteur.

4. 9475. Par pétition datée de Malines, le 19 février 1855,  
La dame Agnès Mansion demande l'établissement d'une  
caisse en faveur des veuves des sous-officiers de l'armée.  
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
5. 9526. Par pétition datée de Tournai, le 2 mars 1855,  
Le sieur Descamps se plaint de ce que, dans les bu-  
reaux de conservation des hypothèques, indépendamment  
de l'inscription de la demande en révocation de droits  
résultant d'actes soumis à la transcription et de la déci-  
sion rendue sur semblable demande, on met les contri-  
buables dans la nécessité de faire ensuite transcrire le  
jugement par suite du défaut de perception du droit de  
transcription sur la deuxième inscription. — Concl. —  
Renvoi à M. le Ministre des Finances.
6. 9576. Par pétition datée de Liège, le 24 avril 1855.  
Le sieur Falisse demande une loi qui interdise le com-  
merce aux fils ou filles de magistrats, au moins dans la  
commune où ces derniers exercent leurs fonctions. —  
Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 9446. Par pétition datée de Tongerlo, le 14 février 1855,  
Des électeurs de Tongerlo demandent que le bourg-  
mestre de cette commune soit nommé au plus tôt. —  
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
8. 9570. Par pétition sans date,  
Le sieur Wincart demande la révision de la loi sur la  
sophistication des denrées alimentaires. — Concl. — Ren-  
voi à M. le Ministre de la Justice.
9. 9460. Par pétition datée de Londres, le 13 février 1855,  
Le baron Cervaja propose à la Chambre d'ouvrir un  
emprunt national destiné à entretenir la paix. — Concl.  
— Ordre du jour.
10. 9569. Par pétition datée de Grimberghen, le 24 avril 1855,  
Le sieur Moreau, ancien soldat au 1<sup>er</sup> régiment d'artil-  
lerie, demande une augmentation de pension. — Concl.  
— Ordre du jour.

11. 9599. Par pétition datée de Ste-Cécile, le 24 avril 1855,  
Le conseil communal de Ste-Cécile se plaint de ce que l'autorisation lui est refusée, par le Gouvernement, de mettre en culture le chênage de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances, avec demande d'explications.
12. 9550. Par pétition datée de Thuin, le 30 mars 1855,  
Le sieur Dupont demande que la nomination du sieur Losseau, en qualité d'échevin de la ville de Thuin, soit rapportée, attendu qu'il est allié au troisième degré avec un autre échevin de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
13. 9586. Par pétition datée de Namur, le 28 avril 1855,  
Les sieurs Darras et Bavay prient la Chambre d'interpeller le Gouvernement sur l'inexécution de la loi relative à l'érection de la colonne du Congrès. — Concl. — Ordre du jour.
14. 9549. Par pétition datée de St-Trond, le 5 avril 1855,  
Le conseil communal de St-Trond prie la Chambre de rendre plus rigoureuses les lois concernant les délits de maraudage, et d'attribuer aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits ruraux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
15. 9600. Par pétition datée de Vlierzèle, le 26 avril 1855,  
Le sieur Dewint, ancien gendarme, congédié pour infirmités contractées au service, prie la Chambre de faire liquider sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
16. 9598. Par pétition datée de Houthem, le 28 avril 1855,  
Le sieur Vanroste, préposé de la douane à Houthem, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une distinction honorifique, ou du moins une récompense pécuniaire, à propos de la conduite qu'il a tenue, en 1830, devant la ville d'Oostbourg. — Concl. — Ordre du jour.
17. 9559. Par pétition datée de la Cambre, le 21 avril 1855,  
Le sieur Delestrée réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme due à feu son père du chef de travaux de terrassement et gazonnages exécutés aux fortifications d'Anvers, en 1812. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

18. 9462. Par pétition datée de Chaumont-Gistoux, le 9 février 1855,  
Le conseil communal de Chaumont-Gistoux demande qu'on mette le plus tôt possible en adjudication la section de la route de Thorembeis-St-Trond à Wavre, qui part de l'église de Gistoux et aboutit à la limite extrême de Chaumont. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
19. 9448. Par pétition datée de Gaurain-Ramecroix, le 15 février 1855,  
Plusieurs habitants de Gaurain-Ramecroix demandent que ces deux villages réunis soient érigés en communes séparées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 9555. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 avril 1855,  
Quelques veuves de combattants de septembre et de décorés de la Croix de fer demandent une pension pour elles et pour leurs enfants mineurs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
21. 9551. Par pétition datée de Grammont, le 27 mars 1855,  
Les sieurs Rigaux et Tussehans, à Grammont, réclament l'intervention de la Chambre pour être indemnisés des pertes qu'ils ont essuyées par suite de l'orage qui a éclaté dans la commune d'Onkerzele, en 1853. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DE RUDDERE DE TE LOKEREN, 2<sup>me</sup> rapporteur.

22. 10186. Par pétition datée de Zedelghem, le 31 janvier 1856,  
Le bourgmestre, des cultivateurs, propriétaires et autres habitants de Zedelghem demandent un changement au tracé de la route projetée de Zedelghem à Aert-rycke. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
23. 10128. Par pétition datée de Molenbeek-St-Jean, le 22 janvier 1856,  
Le sieur François, ancien militaire, demande une gratification. — Concl. — Ordre du jour.
24. 10139. Par pétition datée de Brée, le 27 janvier 1856,  
L'administration communale de Brée demande que le Gouvernement fasse exécuter les réparations nécessaires au ruisseau qui borde la route dans la traverse de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

25. 10185. Par pétition datée de Waret-la-Chaussée, le 1<sup>er</sup> février 1855,  
Les membres du conseil communal de Waret-la-Chaussée prient la Chambre d'accorder au sieur Delstanche la concession d'un chemin de fer de Luttre à Maestricht.  
Même demande des membres du conseil communal de Forville-Thisne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
26. 8766. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1856,  
Le sieur Louvois, ancien directeur d'hôpital militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
27. 9565. Par pétition datée de Sulsique, le 23 avril 1855,  
Les sieurs Delemer-Mora et Aelgoet, président et secrétaire du comité dirigeant de la ferme de bienfaisance établie à Sulsique, prient la Chambre de statuer sur leur demande qui a pour objet la révision de la loi sur les dépôts de mendicité et une loi sur la liberté de la charité. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi concernant les établissements de bienfaisance.
28. 10176. Par pétition datée d'Oostham, le 30 janvier 1856,  
Les membres du conseil communal d'Oostham demandent que les habitants de cette commune soient exemptés des logements militaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
29. 10136. Par pétition datée de Heppen, le 25 janvier 1856,  
Le conseil communal de Heppen demande que les habitants de cette commune soient exemptés dorénavant de logements militaires, ou du moins qu'ils le soient cette année. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

M. VANDER DONCKT, 5<sup>me</sup> rapporteur.

30. 10155. Par pétition datée de Bruxelles, le 2 février 1856,  
Le sieur Meganck soumet à la Chambre un projet de loi pour améliorer la position des arpenteurs jurés. — Concl. — Ordre du jour.
31. 10194. Par pétition datée de Thielt, le 31 janvier 1856,  
Le sieur Crets présente des observations contre l'institution de vétérinaires du Gouvernement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

32. 10190. Par pétition sans date,  
Plusieurs cultivateurs et marchands de bétail, à Elsegghem, demandent que les vétérinaires non diplômés puissent continuer l'exercice de leur profession. — Concl. Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
33. 8079. Par pétition datée de Gand, le 30 novembre 1853,  
Le sieur Van Wittenberghe réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des droits de patente qu'il a payés en sa qualité de receveur des hospices civils de la ville de Gand, pendant les années 1837 à 1853. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
34. 10200. Par pétition datée de Vracene, le 31 janvier 1856,  
Des habitants de Vracene déclarent adhérer à la pétition de quelques habitants du canton d'Eeckeren, relative à l'endiguement des schorres de Santvliet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
35. 10198. Par pétition sans date,  
Plusieurs habitants d'Ypres demandent la révision de la loi concernant l'expulsion des locataires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

